

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2021/203701]

15 JUILLET 2021. — Décret modifiant certaines dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation en vue de permettre les réunions à distance des organes (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. L'article L1122-12 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, modifié par le décret du 8 décembre 2005, est complété par un alinéa rédigé comme suit : " La réunion du conseil est organisée conformément aux articles L6511-1 à L6511-3. "

Art. 2. A l'article L1123-20 du même Code, modifié par le décret du 8 décembre 2005, les modifications suivantes sont apportées : 1^o l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

" Le collège communal peut uniquement délibérer si plus de la moitié de ses membres sont présents physiquement ou à distance. "

2^o l'article est complété par un alinéa rédigé comme suit :

" La réunion du collège est organisée conformément aux articles L6511- 1 à L6511-3. "

Art. 3. A l'article L1231-5 du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 29 mars 2018, les modifications suivantes sont apportées : 1^o au paragraphe 4, les mots " , physiquement présents " sont remplacés par les mots " présents physiquement ou à distance, conformément aux articles L6511-1 à L6511-3 ";

2^o l'article est complété par un paragraphe 5 rédigé comme suit :

" § 5. La réunion des organes de gestion de la régie est organisée conformément aux articles L6511-1 à L6511-3. "

Art. 4. L'article L1522-4 du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 29 mars 2018, est complété par un paragraphe 8 rédigé comme suit : " § 8. La réunion du comité de gestion de l'association de projet est organisée conformément aux articles L6511-1 à L6511-3. "

Art. 5. Dans l'article L1522-5, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même Code, remplacé par le décret du 19 juillet 2006 et modifié par le décret du 29 mars 2018, les mots " physiquement présents " sont remplacés par les mots " présents physiquement ou à distance, conformément aux article L6511-1 à L6511-3 "

Art. 6. A l'article L1523-10 du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 29 mars 2018, les modifications suivantes sont apportées : 1^o au paragraphe 3, alinéa 1^{er}, les mots " physiquement présents " sont remplacés par les mots " présents physiquement ou à distance, conformément aux article L6511-1 à L6511-3 ";

2^o l'article est complété par un paragraphe 4 rédigé comme suit :

" § 4. La réunion des organes de gestion de l'intercommunale est organisée conformément aux articles L6511-1 à L6511-3. "

Art. 7. L'article L1523-13, § 1^{er}, du même Code, modifié par le décret du 29 mars 2018, est complété par un alinéa rédigé comme suit : " La réunion de l'assemblée générale de l'intercommunale est organisée conformément aux articles L6511-1 à L6511-3. "

Art. 8. L'article L2212-11 du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 31 janvier 2013, est complété par un alinéa rédigé comme suit : " La réunion du conseil est organisée conformément aux articles L6511-1 à L6511-3. "

Art. 9. L'article L2212-12, alinéa 1^{er}, du même Code, est complété par les mots " physiquement ou à distance ".

Art. 10. A l'article L2212-46 du même Code, modifié par le décret du 8 décembre 2005, les modifications suivantes sont apportées : 1^o à l'alinéa 6, les mots " est présente " sont remplacés par les mots " sont présents physiquement ou à distance, conformément aux articles L6511-1 à L6511-3 ";

2^o l'article est complété par un alinéa rédigé comme suit :

" La réunion du collège est organisée conformément aux articles L6511- 1 à L6511-3. "

Art. 11. A l'article L2223-5 du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 29 mars 2018, les modifications suivantes sont apportées : 1^o au paragraphe 4, les mots " physiquement présents " sont remplacés par les mots " présents physiquement ou à distance, conformément aux article L6511-1 à L6511-3 ";

2^o il est inséré un paragraphe 5 rédigé comme suit :

" § 5. La réunion des organes de gestion de la régie est organisée conformément aux articles L6511-1 à L6511-3. "

Art. 12. Dans l'article L5111-1, alinéa 1^{er}, du même Code, le 11^o est remplacé par ce qui suit : " 11^o jeton de présence : rémunération accordée au membre d'un organisme siégeant lors d'une réunion physique ou à distance d'un organe de gestion, en raison de sa présence et de sa participation à l'entièreté de cette réunion. "

Art. 13. Dans la partie VI du même Code, il est inséré un Livre V intitulé " Des modalités de réunion des instances des pouvoirs locaux ".

Art. 14. Dans le Livre V inséré par l'article 13, il est inséré un Titre unique.

Art. 15. Dans le titre unique inséré par l'article 14, il est inséré un Chapitre unique.

Art. 16. Dans le chapitre unique inséré par l'article 15, il est inséré un article L6511-1 rédigé comme suit : " Art. L6511-1. § 1^{er}. Pour l'application du présent chapitre, l'on entend par :

1° la réunion à distance : la réunion qui se tient à l'aide de moyens techniques de visioconférence, c'est-à-dire la conférence permettant, en plus de la transmission en direct de la parole et de documents graphiques, la transmission d'images animées des participants éloignés;

2° la situation extraordinaire : la situation dans laquelle la phase communale, provinciale ou fédérale est respectivement déclenchée par l'autorité compétente, conformément à l'arrêté royal du 22 mai 2019 relatif à la planification d'urgence et la gestion de situations d'urgence à l'échelon communal et provincial et au rôle des bourgmestres et des gouverneurs de province en cas d'événements et de situations de crise nécessitant une coordination ou une gestion à l'échelon national;

3° la situation ordinaire : la situation qui vise tous les autres cas.

§ 2. Le présent chapitre trouve à s'appliquer dans le cadre du strict respect des principes démocratiques consacrés par le présent Code, singulièrement ceux relatifs :

- au respect de la publicité des débats;
 - à la prise de parole des membres;
 - à la délibération;
 - à la possibilité d'échanges de vue au travers de prises de parole ou de questions/réponses;
- au respect de la possibilité de garantir l'exercice du droit d'interpellation visé aux articles L1122-14 et L2212-29;
- à l'expression des votes. "

Art. 17. Dans le même chapitre unique, il est inséré un article L6511-2 rédigé comme suit : " Art. L6511-2. § 1^{er}. Les réunions du conseil communal, de l'assemblée générale d'intercommunale et du conseil provincial se tiennent physiquement tant en situation ordinaire qu'en situation extraordinaire.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, en situation extraordinaire, les réunions peuvent se tenir à distance. Le règlement d'ordre intérieur en fixe les conditions et les modalités. Le procès-verbal mentionne si la réunion s'est tenue à distance et cette donnée est répercutée dans le rapport annuel de rémunération visé à l'article L6421-1.

Dans le cas visé à l'alinéa 2, sauf si l'autorité est tenue de respecter un délai de rigueur, les points relatifs à la situation disciplinaire d'un ou plusieurs membres du personnel et les dossiers nécessitant l'audition de personnes extérieures dans le cadre d'un contentieux ne peuvent faire l'objet d'une discussion ou d'un vote.

§ 2. En ce qui concerne les assemblées générales d'intercommunale, s'il est recouru à une réunion à distance, une délibération du conseil communal, provincial ou de CPAS sur chaque point à l'ordre du jour conformément à ce qui est prévu à l'article L1523-12, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, est obligatoire. Si le conseil communal, provincial ou de CPAS ne souhaite pas être physiquement représenté, il transmet ses délibérations sans délai à la structure, laquelle en tient compte pour ce qui est de l'expression des votes mais également pour ce qui est du calcul des différents quorums de présence et de vote.

§ 3. Le présent article est également applicable :

1° aux séances communes du conseil communal avec le conseil de l'action sociale visées à l'article L1122-11, alinéa 2;

2° aux réunions des commissions et conseils consultatifs créés en application des articles L1122-34 et L1122-35;

3° aux réunions des commissions, conseils consultatifs et conseils participatifs créés en exécution des articles L2212-14, L2212-30 et L2212-31.

§ 4. Le Gouvernement arrête les modalités d'exécution du présent article. "

Art. 18. Dans le même chapitre unique, il est inséré un article L6511-3 rédigé comme suit : " Art. L6511-3. § 1^{er}. Les réunions du collège communal, de l'organe de gestion des régies communales autonomes, du comité de gestion de l'association de projet, des organes de gestion de l'intercommunale, du collège provincial et de l'organe de gestion des régies provinciales autonomes se tiennent physiquement tant en situation ordinaire qu'en situation extraordinaire.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, en situation ordinaire, dans 20 pour cent des cas maximums, les réunions du collège communal, de l'organe de gestion des régies communales autonomes, du comité de gestion de l'association de projet, du bureau exécutif de l'intercommunale, du comité de rémunération de l'intercommunale, d'un organe restreint de gestion de l'intercommunale, du comité d'audit de l'intercommunale, du collège provincial et de l'organe de gestion des régies provinciales autonomes peuvent se tenir à distance. Le règlement d'ordre intérieur en fixe les conditions et les modalités. Le procès-verbal mentionne si la réunion s'est tenue à distance et cette donnée est répercutée dans le rapport annuel de rémunération visé à l'article L6421-1.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, en situation extraordinaire les réunions du collège communal, de l'organe de gestion des régies communales autonomes, du comité de gestion de l'association de projet, des organes de gestion de l'intercommunale, du collège provincial et de l'organe de gestion des régies provinciales autonomes peuvent se tenir à distance. Le règlement d'ordre intérieur en fixe les conditions et les modalités. Le procès-verbal mentionne si la réunion s'est tenue à distance et cette donnée est répercutée dans le rapport annuel de rémunération visé à l'article L6421-1.

Dans les cas visés aux alinéas 2 et 3, les points relatifs à la situation disciplinaire d'un ou plusieurs membres du personnel, les dossiers nécessitant l'audition de personnes extérieures dans le cadre d'un contentieux, le plan stratégique, les décisions relatives à la stratégie financière, les dispositions générales en matière de personnel que ce soit les conditions d'accès aux emplois ou les conditions rémunératoires, les règles particulières applicables à la fonction dirigeante locale et les budgets et comptes ne peuvent faire l'objet d'une discussion ou d'un vote.

Par dérogation à l'alinéa 4, dans le cas visé à l'alinéa 3, les points relatifs à la situation disciplinaire d'un ou plusieurs membres du personnel et aux dossiers nécessitant l'audition de personnes extérieures dans le cadre d'un contentieux peuvent faire l'objet d'une discussion ou d'un vote si l'autorité est tenue de respecter un délai de rigueur.

§ 2. Le présent article est également applicable aux réunions de concertation visées à l'article L1122-11 du présent Code et à l'article 26, § 2, de la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'action sociale.

§ 3. Le Gouvernement arrête les modalités d'exécution du présent article. "

Art. 19. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} octobre 2021.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Namur, le 15 juillet 2021.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation,
du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie et de la Mobilité,
Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale,
de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
Ch. MORREALE

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,
J.-L. CRUCKE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
Ch. COLLIGNON

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative,
en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

—
Note

(1) Session 2020-2021.

Documents du Parlement wallon, 625 (2020-2021) N^{os} 1 à 8.

Compte rendu intégral, séance plénière du 15 juillet 2021.

Discussion.

Vote.

—
ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2021/203701]

15. JULI 2021 — Dekret zur Abänderung gewisser Bestimmungen des Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung, um Versammlungen der Organe mit Fernteilnahme zu ermöglichen (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - Artikel L1122-12 des Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung, abgeändert durch das Dekret vom 8. Dezember 2005, wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt: "Die Versammlung des Rates wird gemäß den Artikeln L6511-1 bis L6511-3 organisiert."

Art. 2 - In Artikel L1123-20 desselben Kodex in seiner durch das Dekret vom 8. Dezember 2005 abgeänderten Fassung werden folgende Abänderungen vorgenommen: 1^o Absatz 2 wird durch das Folgende ersetzt:

"Das Gemeindegremium ist nur dann beschlussfähig, wenn mehr als die Hälfte seiner Mitglieder physisch oder aus der Ferne anwesend sind.";

2^o der Artikel wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Die Versammlung des Kollegiums wird gemäß den Artikeln L6511-1 bis L6511-3 organisiert."

Art. 3 - In Artikel L1231-5 desselben Kodex in seiner zuletzt durch das Dekret vom 29. März 2018 abgeänderten Fassung werden folgende Abänderungen vorgenommen: 1^o in Paragraph 4 werden die Wörter "physisch anwesend ist" durch die Wörter "physisch oder aus der Ferne anwesend sind, gemäß den Artikeln L6511-1 bis L6511-3" ersetzt;

2^o dieser Artikel wird um einen Paragraphen 5 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

" § 5. Die Versammlung der Verwaltungsorgane der Regie wird gemäß den Artikeln L6511-1 bis L6511-3 organisiert."

Art. 4 - Artikel L1522-4 desselben Kodex, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 29. März 2018, wird um einen wie folgt lautenden Paragraphen 8 ergänzt: " § 8. Die Versammlung des geschäftsführenden Ausschusses der Projektvereinigung wird gemäß den Artikeln L6511-1 bis L6511-3 organisiert."

Art. 5 - In Artikel L1522-5 § 1 Absatz 1 desselben Kodex, ersetzt durch das Dekret vom 19. Juli 2006 und abgeändert durch das Dekret vom 29. März 2018, werden die Wörter "physisch anwesend ist" durch die Wörter "physisch oder aus der Ferne anwesend sind, gemäß den Artikeln L6511-1 bis L6511-3" ersetzt.

Art. 6 - In Artikel L1523-10 desselben Kodex in seiner zuletzt durch das Dekret vom 29. März 2018 abgeänderten Fassung werden folgende Abänderungen vorgenommen: 1° in Paragraph 3 Absatz 1 werden die Wörter "physisch anwesend ist" durch die Wörter "physisch oder aus der Ferne anwesend sind, gemäß den Artikeln L6511-1 bis L6511-3" ersetzt;

2° dieser Artikel wird um einen Paragraphen 4 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

" § 4. Die Versammlung der Verwaltungsorgane der Interkommunalen wird gemäß den Artikeln L6511-1 bis L6511-3 organisiert."

Art. 7 - Artikel L1523-13 § 1 desselben Kodex, abgeändert durch das Dekret vom 29. März 2018, wird um einen wie folgt lautenden Absatz ergänzt: "Die Tagung der Generalversammlung der Interkommunalen wird gemäß den Artikeln L6511-1 bis L6511-3 organisiert."

Art. 8 - Artikel L2212-11 desselben Kodex, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 31. Januar 2013, wird um einen wie folgt lautenden Absatz ergänzt: "Die Versammlung des Rates wird gemäß den Artikeln L6511-1 bis L6511-3 organisiert."

Art. 9 - Art. 2212-22 Absatz 1 desselben Kodex wird durch folgende Bestimmung ersetzt: "Der Rat ist nur dann beschlussfähig, wenn die Mehrzahl seiner Mitglieder physisch oder aus der Ferne anwesend sind".

Art. 10 - In Artikel L2212-46 desselben Kodex in seiner durch das Dekret vom 8. Dezember 2005 abgeänderten Fassung werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 6 werden die Wörter "anwesend ist" durch die Wörter "physisch oder aus der Ferne anwesend sind, gemäß den Artikeln L6511-1 bis L6511-3" ersetzt;

2° der Artikel wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Die Versammlung des Kollegiums wird gemäß den Artikeln L6511-1 bis L6511-3 organisiert."

Art. 11 - In Artikel L2223-5 desselben Kodex in seiner zuletzt durch das Dekret vom 29. März 2018 abgeänderten Fassung werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 4 werden die Wörter "physisch anwesend ist" durch die Wörter "physisch oder aus der Ferne anwesend sind, gemäß den Artikeln L6511-1 bis L6511-3" ersetzt;

2° es wird ein Paragraph 5 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

" § 5. Die Versammlung der Verwaltungsorgane der Regie wird gemäß den Artikeln L6511-1 bis L6511-3 organisiert."

Art. 12. In Artikel L5111-1 Absatz 1 desselben Kodex wird Ziffer 1 durch Folgendes ersetzt: "Anwesenheitsgeld: Vergütung, die dem Mitglied einer Einrichtung, das in physischer Anwesenheit oder aus der Ferne an einer Sitzung eines Verwaltungsorgans teilnimmt, aufgrund seiner Anwesenheit und seiner Teilnahme an der ganzen Sitzung gewährt wird;"

Art. 13. In Teil VI desselben Kodex wird ein Buch V mit der Überschrift "Bestimmungen für die Versammlung der Instanzen lokaler Behörden" eingefügt.

Art. 14. In das durch Artikel 13 eingefügte Buch V wird ein einziger Titel eingefügt.

Art. 15. In den durch Artikel 14 eingefügten einzigen Titel wird ein einziges Kapitel eingefügt.

Art. 16. In das durch Artikel 15 eingefügte einzige Kapitel wird ein Artikel L6511-1 mit folgendem Wortlaut eingefügt: "Art. L6511-1 - § 1. Zur Anwendung des vorliegenden Kapitels gelten folgende Definitionen:

1° Versammlung mit Fernteilnahme: die mit Hilfe von Videokonferenztechnik abgehaltene Versammlung, d.h. die Konferenz, die neben der Direktübertragung von Sprache und grafischen Dokumenten auch die Übertragung von bewegten Bildern der entfernten Teilnehmer ermöglicht;

2° außergewöhnliche Situation: die Situation, in der die kommunale, provinzielle oder föderale Phase jeweils von der zuständigen Behörde ausgelöst wird, gemäß dem Königlichen Erlass vom 22. Mai 2019 über die Noteinsatzplanung und die Bewältigung von Notsituationen auf kommunaler und provinzieller Ebene und über die Rolle der Bürgermeister und der Provinzgouverneure bei Krisenereignissen und in Krisensituationen, die eine Koordinierung oder eine Bewältigung auf nationaler Ebene erfordern;

3° gewöhnliche Situation: die Situation, die alle anderen Fälle umfasst.

§ 2. Das vorliegende Kapitel findet Anwendung unter strikter Einhaltung der durch vorliegenden Kodex verankerten demokratischen Grundsätze, insbesondere in Bezug auf:

- die Öffentlichkeit der Debatten;
- die Wortmeldung der Mitglieder;
- die Beratung;
- die Möglichkeit des Meinungsaustauschs durch Wortmeldungen oder Fragen und Antworten;
- die Gewährleistung der Möglichkeit der Ausübung des in Artikel 1122-14 und L2212-29 erwähnten Interpellationsrechts;
- die Stimmabgabe."

Art. 17. In dasselbe einzige Kapitel wird ein Artikel L6511-2 mit folgendem Wortlaut eingefügt: "Art. L6511-2 - § 1. Die Versammlungen des Gemeinderats, die Tagungen der Generalversammlung einer Interkommunale und die Versammlungen des Provinzialrats werden sowohl in einer gewöhnlichen als einer außergewöhnlichen Situation in physischer Anwesenheit abgehalten.

In einer außergewöhnlichen Situation können die Versammlungen abweichend von Absatz 1 mit Fernteilnahme abgehalten werden. Die Bedingungen und Modalitäten solcher Versammlungen werden in der Geschäftsordnung festgelegt. In dem Versammlungsprotokoll wird angegeben, ob es sich um eine Versammlung mit Fernteilnahme handelte; diese Angabe wird auch im jährlichen Vergütungsbericht nach Artikel L6421-1 übernommen.

In dem in Absatz 2 genannten Fall dürfen die Punkte in Bezug auf die Disziplinarlage eines oder mehrerer Personalmitglieder und die Akten, die im Rahmen eines Streitfalls die Anhörung von externen Personen erfordern, nicht Gegenstand einer Diskussion oder Abstimmung sein, außer wenn die Behörde verpflichtet ist, eine zwingende Frist einzuhalten.

§ 2 In Bezug auf die Generalversammlungen einer Interkommunalen ist im Falle einer Tagung mit Fernteilnahme eine Beratung des Gemeinderats, des Provinzialrats oder des ÖZSH-Rats über jeden Punkt der Tagesordnung gemäß den Bestimmungen von Artikel L1523-12 § 1, Absatz 1 obligatorisch. Will sich der Gemeinderat, der Provinzialrat oder der ÖZSH-Rat nicht physisch vertreten lassen, so leitet er seine Beratungen unverzüglich an die Struktur weiter, die sie bei der Stimmabgabe, aber auch bei der Berechnung der verschiedenen Anwesenheits- und Abstimmungsquoten berücksichtigt.

§ 3. Vorliegender Artikel findet ebenfalls Anwendung auf:

1° die gemeinsamen Sitzungen des Gemeinderats mit dem Sozialhilferat nach Artikel L1122-11 Absatz 2;

2° die Versammlungen der Beiräte und beratenden Kommissionen, die in Anwendung der Artikel L1122-34 und L1122-35 eingerichtet wurden;

3° die Versammlungen der Beiräte, beratenden Kommissionen und Beteiligungsräte, die in Anwendung der Artikel L2212-14, L2212-30 und L2212-31 eingerichtet wurden.

§ 4. Die Regierung erlässt die Durchführungsmodalitäten des vorliegenden Artikels.“

Art. 18 - In dasselbe einzige Kapitel wird ein Artikel L6511-3 mit folgendem Wortlaut eingefügt: "Art. L6511-3 - § 1. Die Versammlungen des Gemeindegremiums, des Verwaltungsorgans der autonomen Gemeinderegionen, des geschäftsführenden Ausschusses einer Projektvereinigung, der Verwaltungsorgane einer Interkommunalen, des Provinzialgremiums und des Verwaltungsorgans der autonomen Provinzialregionen werden sowohl in einer gewöhnlichen als einer außergewöhnlichen Situation in physischer Anwesenheit abgehalten.

In Abweichung von Absatz 1 können die Versammlungen des Gemeindegremiums, des Verwaltungsorgans der autonomen Gemeinderegionen, des geschäftsführenden Ausschusses einer Projektvereinigung, des Exekutivbüros einer Interkommunalen, des Vergütungsausschusses einer Interkommunalen, eines beschränkten Verwaltungsorgans einer Interkommunalen, des Auditausschusses einer Interkommunalen, des Provinzialgremiums und des Verwaltungsorgans der autonomen Provinzialregionen in einer gewöhnlichen Situation nur in höchstens 20 Prozent der Fälle mit Fernteilnahme abgehalten werden. Die Bedingungen und Modalitäten solcher Versammlungen werden in der Geschäftsordnung festgelegt. In dem Versammlungsprotokoll wird angegeben, ob es sich um eine Versammlung mit Fernteilnahme handelte; diese Angabe wird auch im jährlichen Vergütungsbericht nach Artikel L6421-1 übernommen.

In Abweichung von Absatz 1 können die Versammlungen des Gemeindegremiums, des Verwaltungsorgans der autonomen Gemeinderegionen, des geschäftsführenden Ausschusses einer Projektvereinigung, der Verwaltungsorgane einer Interkommunalen, des Provinzialgremiums und des Verwaltungsorgans der autonomen Provinzialregionen in einer außergewöhnlichen Situation mit Fernteilnahme abgehalten werden. Die Bedingungen und Modalitäten solcher Versammlungen werden in der Geschäftsordnung festgelegt. In dem Versammlungsprotokoll wird angegeben, ob es sich um eine Versammlung mit Fernteilnahme handelte; diese Angabe wird auch im jährlichen Vergütungsbericht nach Artikel L6421-1 übernommen.

In den in Absatz 2 und 3 genannten Fällen dürfen die Punkte in Bezug auf die Disziplinarlage eines oder mehrerer Personalmitglieder, die Akten, die im Rahmen eines Streitfalls die Anhörung von externen Personen erfordern, der strategische Plan, die Beschlüsse bezüglich der finanziellen Strategie, die allgemeinen Bestimmungen in Sachen Personal, ob es sich um die Bedingungen für den Zugang zu Arbeitsstellen oder um die Entlohnungsbedingungen handelt, die besonderen Regeln für die leitende Funktion auf lokaler Ebene und die Haushaltspläne und Abrechnungen nicht Gegenstand einer Diskussion oder Abstimmung sein.

Im in Absatz 3 genannten Fall dürfen die Punkte in Bezug auf die Disziplinarlage eines oder mehrerer Personalmitglieder und die Akten, die im Rahmen eines Streitfalls die Anhörung von externen Personen erfordern, in Abweichung von Absatz 4 Gegenstand einer Diskussion oder Abstimmung sein, wenn die Behörde verpflichtet ist, eine zwingende Frist einzuhalten.

§ 2. Der vorliegende Artikel ist ebenfalls auf die Konzertierungsversammlungen im Sinne von Artikel L1122-11 des vorliegenden Kodex und von Artikel 26 § 2 des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die ÖSHZ anwendbar.

§ 3. Die Regierung erlässt die Durchführungsmodalitäten des vorliegenden Artikels.“

Art. 19 - Das vorliegende Dekret tritt am 1. Oktober 2021 in Kraft.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 15. Juli 2021.

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Vizepräsident und Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren

W. BORSUS

Der Vizepräsident und Minister für Klima, Energie und Mobilität

Ph. HENRY

Die Vizepräsidentin und Ministerin für Beschäftigung, Ausbildung, Gesundheit, soziale Maßnahmen, Chancengleichheit und Rechte der Frauen

Ch. MORREALE

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Flughäfen und Sportinfrastrukturen

J.-L. CRUCKE

Der Minister für Wohnungswesen, lokale Behörden und Städte

Ch. COLLIGNON

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung,
beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit

V. DE BUE

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz

C. TELLIER

—
Fußnote

(1) Sitzung 2020-2021.

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 625 (2020-2021) Nr 1 bis 8.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 15. Juli 2021.

Diskussion

Abstimmung.

—
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2021/203701]

15 JULI 2021. — Decreet houdende wijziging van sommige bepalingen van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie om de vergaderingen van de organen op afstand mogelijk te maken (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

Artikel 1. Artikel L1122-2 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie, gewijzigd bij het decreet van 8 december 2005, wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt: "De vergadering van de raad wordt overeenkomstig de artikelen L6511-1 tot L6511-3 georganiseerd. "

Art. 2. In artikel L1123-20 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 8 december 2005, worden de volgende wijzigingen aangebracht: 1° het tweede lid wordt vervangen als volgt:

"Het gemeentecollege mag alleen beraadslagen en besluiten, wanneer meer dan de helft van zijn fysiek of op afstand aanwezig is. ";

2° het artikel wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

"De vergadering van het college wordt overeenkomstig de artikelen L6511-1 tot L6511-3 georganiseerd. "

Art. 3. In artikel L1231-5 van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 29 maart 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht: 1° in paragraaf 4 worden de woorden "fysiek aanwezig is" vervangen door de woorden "fysiek of op afstand aanwezig is, overeenkomstig de artikelen L6511 tot L6511-3";

2° het artikel wordt aangevuld met een paragraaf 5, luidend als volgt:

"De vergadering van de beheersorganen van het bedrijf worden overeenkomstig de artikelen L6511-1 tot L6511-3 georganiseerd. "

Art. 4. Artikel L1522-4 van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 29 maart 2018, wordt aangevuld met een paragraaf 8, luidend als volgt: " § 8. De vergadering van het bestuurscomité van de projectvereniging wordt overeenkomstig de artikelen L6511-1 tot L6511-3 georganiseerd. "

Art. 5. In artikel L1522-5, § 1, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 19 juli 2006 en gewijzigd bij het decreet van 29 maart 2019, worden de woorden "fysiek aanwezig is" vervangen door de woorden "fysiek of op afstand aanwezig is, overeenkomstig de artikelen L6511-1 tot L6511-3".

Art. 6. In artikel L1523-10 van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 29 maart 2018, worden volgende de wijzigingen aangebracht: 1° in paragraaf 3, eerste lid, worden de woorden "fysiek aanwezig is" vervangen door de woorden "fysiek of op afstand aanwezig is, overeenkomstig de artikelen L6511-1 tot L6511-3".

2° het artikel wordt aangevuld met een paragraaf 4, luidend als volgt:

" § 4. De vergadering van de beheersorganen van de intercommunale wordt overeenkomstig de artikelen L6511-1 tot L6511-3 georganiseerd. "

Art. 7. Artikel L1523-13, § 1, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 29 maart 2018, wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt: "De bijeenkomst van de algemene vergadering van de intercommunale wordt overeenkomstig de artikelen tot L6511-1 tot L6511-3 georganiseerd. "

Art. 8. Artikel L2212-11 van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 31 januari 2013, wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt: "De vergadering van de raad wordt overeenkomstig de artikelen tot L6511-1 tot L6511-3 georganiseerd. "

Art. 9. In artikel L2212-12, eerste lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "niet de meerderheid van de leden aanwezig is" vervangen door de woorden "niet de meerderheid van de leden fysiek of op afstand aanwezig is".

Art. 10 - In artikel L2212-46 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 8 december 2005, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het zesde lid, worden de woorden "aanwezig is" vervangen door de woorden "fysiek of op afstand aanwezig is, overeenkomstig de artikelen L6511-1 tot L6511-3";

2° het artikel wordt aangevuld met een lid luidend als volgt:

"De vergadering van het college wordt overeenkomstig de artikelen tot L6511-1 tot L6511-3 georganiseerd. "

Art. 11. In artikel L2223-5 van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 29 maart 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 4, worden de woorden "fysiek aanwezig is" vervangen door de woorden "fysiek of op afstand aanwezig is, overeenkomstig de artikelen L6511-1 tot L6511-3";

2° er wordt een paragraaf 5 ingevoegd, luidend als volgt:

"§ 5. De vergadering van de beheersorganen van het bedrijf wordt overeenkomstig de artikelen L6511-1 tot L6511-3 georganiseerd. "

Art. 12. In artikel L5111-1, eerste lid, van hetzelfde Wetboek wordt punt 11° vervangen als volgt: "11° presentiegeld: bezoldiging die aan een lid van een instelling dat op een fysieke vergadering of een vergadering op afstand van een beheersorgaan aanwezig is, wordt toegekend voor zijn aanwezigheid op en deelname aan de volledige vergadering. "

Art. 13. In Deel VI van hetzelfde Wetboek wordt een Boek V ingevoegd met als opschrift "Vergaderwijze van de instanties van de plaatselijke besturen".

Art. 14. In Boek V, ingevoegd bij artikel 13, wordt een enig Titel ingevoegd.

Art. 15. In de enige titel die bij artikel 14 wordt ingevoegd, wordt een enig Hoofdstuk ingevoegd.

Art. 16. In het enige Hoofdstuk dat bij artikel 15 wordt ingevoegd, wordt een artikel L6511-1 ingevoegd, dat als volgt luidt: "Art. L6511-1. § 1. Voor de toepassing van dit hoofdstuk, wordt verstaan onder:

1° vergadering op afstand: de vergadering die wordt gehouden met behulp van videoconferentietechnologie, d.w.z. een conferentie die, naast de rechtstreekse transmissie van spraak en grafisch materiaal, ook de transmissie van bewegende beelden van deelnemers op afstand mogelijk maakt;

2° de uitzonderlijke situatie: de situatie waarin de gemeentelijke, provinciale of federale fase respectievelijk afgekondigd wordt door de bevoegde overheid, overeenkomstig het koninklijk besluit van 22 mei 2019 betreffende de noodplanning en het beheer van noodsituaties op het gemeentelijk en provinciaal niveau en betreffende de rol van de burgemeesters en de provinciegouverneurs in geval van crisisgebeurtenissen en -situaties die een coördinatie of een beheer op nationaal niveau vereisen;

3° de gewone situatie: de situatie die alle andere gevallen omvat.

§ 2. Dit hoofdstuk moet worden toegepast met strikte inachtneming van de democratische beginselen die in dit Wetboek zijn neergelegd, met name die welke betrekking hebben op:

- de eerbiediging van het openbare karakter van de debatten;
- het verzoek van de leden om het woord te nemen;
- de beraadslaging;
- de mogelijkheid om van gedachten te wisselen door middel van verzoeken om het woord te nemen of vragen en antwoorden;

de eerbiediging van de mogelijkheid om de uitoefening van het interpellatierecht bedoeld in de artikelen L1122-14 en L2212-29 te waarborgen;

- het uitbrengen van stemmen. "

Art. 17. In hetzelfde enige hoofdstuk wordt een artikel L6511-2 ingevoegd, luidend als volgt: "Art. L6511-2. § 1. De vergaderingen van de gemeenteraad, van de vergadering van de intercommunale en van de provincieraad worden, zowel in gewone als in uitzonderlijke situatie, fysiek gehouden.

In afwijking van het eerste lid kunnen in uitzonderlijke situaties vergaderingen op afstand worden gehouden. In het huishoudelijk reglement worden de voorwaarden en modaliteiten vastgesteld. In de notulen wordt vermeld of de vergadering op afstand is gehouden en deze informatie wordt opgenomen in het jaarlijkse bezoldigingsverslag als bedoeld in artikel L6421-1.

In het in lid 2 bedoelde geval kan niet worden beraadslaagd en gestemd over punten die betrekking hebben op de tuchtrechtelijke situatie van een of meerdere personeelsleden en de dossiers waarvoor het horen van externe personen in het kader van een geschil vereist is, tenzij de autoriteit een uiterste termijn in acht moet nemen.

§ 2. Wat de algemene vergaderingen van intercommunales betreft, is, indien gebruik wordt gemaakt van een vergadering op afstand, een beraadslaging van de gemeenteraad, de provincieraad of de OCMW-raad over elk punt van de agenda overeenkomstig de bepalingen van artikel L1523-12, § 1, eerste lid, verplicht. Indien de gemeenteraad, de provincieraad of de OCMW-raad zich niet fysiek wenst te laten vertegenwoordigen, deelt hij zijn beraadslagingen onverwijld mee aan de structuur, die er rekening mee houdt wat betreft het uitbrengen van de stemmen, maar ook wat betreft de berekening van de verschillende aanwezigheids- en stemquorums.

§ 3. Dit artikel is ook van toepassing op:

1° de gezamenlijke vergaderingen van de gemeenteraad met de raad voor maatschappelijk welzijn bedoeld in artikel L1122-11, tweede lid;

2° de vergaderingen van de commissies en adviesraden die zijn ingesteld met toepassing van de artikelen L1122-34 en L1122-35;

3° de vergaderingen van de commissies, adviesraden en participatieve raden die zijn ingesteld met toepassing van de artikelen L2212-14, L2212-30 en L2212-31.

§ 4. De Regering bepaalt de nadere regels voor de uitvoering van dit artikel. "

Art. 18. In hetzelfde enige hoofdstuk wordt een artikel L6511-3 ingevoegd, luidend als volgt: "Art. L6511-3. § 1. De vergaderingen van het gemeentecollege, van het beheersorgaan van de autonome gemeentebedrijven, van het beheerscomité van de projectvereniging, van de beheersorganen van de intercommunale, van het provinciecollege en van het beheersorgaan van de autonome provinciebedrijven worden zowel in gewone als in uitzonderlijke situatie fysiek gehouden.

In afwijking van het eerste lid kunnen in gewone situaties, in ten hoogste 20 procent van de gevallen, de vergaderingen van het gemeentecollege, van het beheersorgaan van de autonome gemeentebedrijven, van het beheerscomité van de projectvereniging, van het uitvoerend bureau van de intercommunale, van het bezoldigingscomité van de intercommunale, van een beperkt bestuursorgaan van de intercommunale, van het auditcomité van de intercommunale, van het provinciecollege en van het beheersorgaan van de autonome provinciebedrijven op afstand worden gehouden. In het huishoudelijk reglement worden de voorwaarden en modaliteiten vastgesteld. In de notulen wordt vermeld of de vergadering op afstand is gehouden en deze informatie wordt opgenomen in het jaarlijkse bezoldigingsverslag als bedoeld in artikel L6421-1.

In afwijking van het eerste lid kunnen in uitzonderlijke situaties de vergaderingen van het gemeentecollege, van het beheersorgaan van de autonome gemeentebedrijven, van het beheerscomité van de projectvereniging, van de beheersorganen van de intercommunale, van het provinciecollege en van het beheersorgaan van de autonome provinciebedrijven op afstand worden gehouden. In het huishoudelijk reglement worden de voorwaarden en modaliteiten vastgesteld. In de notulen wordt vermeld of de vergadering op afstand is gehouden en deze informatie wordt opgenomen in het jaarlijkse bezoldigingsverslag als bedoeld in artikel L6421-1.

In de in de leden 2 en 3 bedoelde gevallen kan niet worden beraadslaagd en gestemd over punten die verband houden met de tuchtrechtelijke situatie van een of meerdere personeelsleden, dossiers waarvoor externe personen in het kader van een geschil moeten worden gehoord, het strategisch plan, beslissingen betreffende de financiële strategie, algemene bepalingen inzake personeelszaken, of het nu gaat om toegangsvoorwaarden voor betrekkingen of bezoldigingsvoorwaarden, bijzondere regels die van toepassing zijn op de plaatselijke bestuursfunctie, en de begrotingen en rekeningen.

In afwijking van het vierde lid kan in het in lid 3 bedoelde geval worden beraadslaagd of gestemd over punten die betrekking hebben op de tuchtrechtelijke situatie van een of meerdere personeelsleden en de dossiers waarvoor het horen van externe personen in het kader van een geschil vereist is, indien de autoriteit een uiterste termijn in acht moet nemen.

§ 2. Dit artikel is eveneens van toepassing op de overlegvergaderingen bedoeld in artikel L1122-11 van dit Wetboek en in artikel 26, § 2 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

§ 3. De Regering bepaalt de nadere regels voor de uitvoering van dit artikel. ”.

Art. 19. Dit decreet treedt in werking op 1 oktober 2021.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 15 juli 2021.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie en Mobiliteit,

Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,

Ch. MORREALE

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuur,

J.-L. CRUCKE

De Minister van Huisvesting, de Plaatselijke Besturen en het Stedenbeleid,

Ch. COLLIGNON

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Veiligheidszaken,

V. DE BUE

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,

C. TELLIER

—
Nota

(1) Zitting 2020-2021.

Stukken van het Waalse Parlement 625 (2020-2021) Nrs. 1 tot 8.

Volledig verslag, openbare vergadering van 15 juli 2021.

Bespreking.

Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2021/203702]

15 JUILLET 2021. — Décret modifiant certaines dispositions de la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'action sociale en vue de permettre les réunions à distance des organes (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

Art. 2. Dans la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'action sociale, il est inséré un article 30bis rédigé comme suit : " Art. 30bis. § 1^{er}. L'on entend par :

1° la réunion à distance : la réunion qui se tient à l'aide de moyens techniques de visioconférence, c'est-à-dire la conférence permettant, en plus de la transmission en direct de la parole et de documents graphiques, la transmission d'images animées des participants éloignés;

2° la situation extraordinaire : la situation dans laquelle la phase communale, provinciale ou fédérale est respectivement déclenchée par l'autorité compétente, conformément à l'arrêté royal du 22 mai 2019 relatif à la planification d'urgence et la gestion de situations d'urgence à l'échelon communal et provincial et au rôle des bourgmestres et des gouverneurs de province en cas d'événements et de situations de crise nécessitant une coordination ou une gestion à l'échelon national;